

ASSOCIATION « O.G.E.C. SAINT AUBIN LA SALLE »

Association Loi 1901

Parc de la Baronnerie
Rue Hélène BOUCHER – BP 30139
49480 VERRIERES-EN-ANJOU

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2021



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2021

À l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association O.G.E.C. SAINT AUBIN LA SALLE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Subventions d'investissement » de l'annexe des comptes annuels concernant la mise en application à compter du 1^{er} septembre 2020 du nouveau règlement comptable de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 constituant un changement de méthode.

4. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Subvention d'investissement » de l'annexe des comptes expose les retraitements opérés dans le cadre de l'application de l'ANC 2018-06 et son impact notamment au niveau du poste « Report à nouveau ».

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assuré que le traitement comptable de ce changement est correct et que la présentation qui en est faite est appropriée.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

6. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers et à Sablé-sur-Sarthe, le 7 janvier 2022

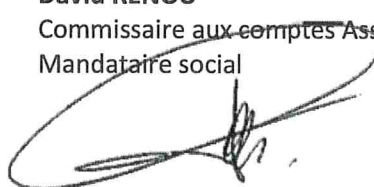
SARL D.A.C. AUDIT CONSEIL EXPERTISE
Co-Commissaire aux comptes

SAS SOREX
Co-Commissaire aux comptes

Bruno ELTGEN
Commissaire aux comptes Associé



David RENOU
Commissaire aux comptes Associé
Mandataire social



ÉTATS FINANCIERS

ANNEXES

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/08/21	Net au 31/08/20
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	249 429	215 759	33 670	42 674
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 120 354	527 533	1 592 821	1 651 473
Constructions	16 072 126	7 890 991	8 181 135	8 639 484
Installations techniques, matériel et outillage	12 049 193	11 008 351	1 040 842	1 026 733
Autres immobilisations corporelles	878 012	772 038	105 973	97 993
Immob. en cours / Avances et acomptes	60 882		60 882	62 960
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	25 088		25 088	25 088
ACTIF IMMOBILISE	31 455 083	20 414 672	11 040 410	11 546 405
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 000		4 000	31 077
Créances				
Familles et élèves	867 060	10 356	856 703	555 755
Etat et autres collectivités publiques	243 172		243 172	185 807
Autres créances	92 026	20 000	72 026	80 199
Divers				
Disponibilités	2 270 511		2 270 511	2 525 405
Charges constatées d'avance	153 120		153 120	166 739
ACTIF CIRCULANT	3 629 888	30 356	3 599 532	3 544 981
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	35 084 971	20 445 028	14 639 943	15 091 386

	Net au 31/08/21	Net au 31/08/20
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 176 579	4 944 879
Report à nouveau	213 153	-4 164 572
Résultat de l'exercice	299 310	155 137
Fonds Propres	1 689 042	935 445
Fonds associatifs avec droit de reprise		4 934 991
Subventions d'investissement renouvelables	4 840 545	630 051
Autres Fonds	4 840 545	5 565 042
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	6 529 587	6 500 487
Provisions pour risques	50 000	
Provisions pour charges	259 364	273 380
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	309 364	273 380
FONDS DEDIES		
Emprunts	5 931 083	6 143 214
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	5 931 083	6 143 214
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	116 291	124 370
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	335 914	271 875
Dettes fiscales et sociales	263 976	389 178
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82 986	243 266
Autres dettes	630 669	660 226
Produits constatés d'avance	440 073	485 391
DETTES	7 800 992	8 317 520
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	14 639 943	15 091 386

	du 01/09/20 au 31/08/21 12 mois	%	du 01/09/19 au 31/08/20 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises	18 749	0,28			18 749	
Participation familles : enseignements	1 952 861	28,70	1 925 858	30,37	27 003	1,40
Participation familles : restauration	1 538 208	22,61	1 240 525	19,56	297 682	24,00
Participation familles : hébergement	269 028	3,95	202 862	3,20	66 166	32,62
Participation familles : prestations annexes	142 568	2,10			142 568	
Rabais Remises Réductions accordés	-110 462	-1,62	-103 062	-1,63	-7 400	7,18
Participations des familles	3 810 951	56,02	3 266 184	51,50	544 768	16,68
Subventions Etat	1 246 044	18,31	1 241 122	19,57	4 923	0,40
Subventions Région	880 383	12,94	887 112	13,99	-6 729	-0,76
Subventions Département	626 631	9,21	603 017	9,51	23 614	3,92
Participations de l'Etat et des Collectivités	2 753 058	40,47	2 731 251	43,07	21 808	0,80
Participations Entreprises	51 676	0,76			51 676	
Participations entreprises et Organismes	51 676	0,76			51 676	
Subventions Etat	4 368	0,06	10 305	0,16	-5 937	-57,61
Subventions Région	73 903	1,09	228 747	3,61	-154 844	-67,69
Subventions Département	12 633	0,19	12 434	0,20	199	1,60
Subventions Taxe d'apprentissage	59 862	0,88	894 249	14,10	-834 386	-93,31
Subventions diverses	300				300	
Subventions de fonctionnement	151 067	2,22	1 145 735	18,07	-994 669	-86,81
Produits dans l'intérêt du personnel	21 500	0,32	20 580	0,32	920	4,47
Prestations annexes aux élèves			151 911	2,40	-151 911	-100,00
Prestations diverses aux tiers	81 952	1,20	28 461	0,45	53 491	187,95
Prestations diverses de formation			56 594	0,89	-56 594	-100,00
Produits des activités annexes	103 452	1,52	257 546	4,06	-154 094	-59,83
Production immobilisée	34 466	0,51	28 188	0,44	6 278	22,27
Production immobilisée	34 466	0,51	28 188	0,44	6 278	22,27
Reprises et Transferts de charge	68 263	1,00	67 350	1,06	912	1,35
Reprises et Transferts de charge	68 263	1,00	67 350	1,06	912	1,35
Produits du CFA	2 436 871	35,82	755 653	11,92	1 681 218	222,49
Autres produits	115 396	1,70	255 945	4,04	-140 549	-54,91
Autres produits	2 552 267	37,51	1 011 598	15,95	1 540 668	152,30
Collectes	6 788	0,10			6 788	
Produits d'exploitation	9 531 987	140,11	8 507 852	134,15	1 024 135	12,04
Services : restauration	1 158 746	17,03	878 514	13,85	280 232	31,90
Services : nettoyage des locaux	145 372	2,14	81 312	1,28	64 060	78,78
Services : autres	8 416	0,12	6 362	0,10	2 053	32,27
Energies et fluides	351 192	5,16	306 518	4,83	44 674	14,57
Fournitures d'alimentation	1 471	0,02			1 471	
Fournitures et petits matériels divers	153 276	2,25	145 234	2,29	8 042	5,54
Fournitures et petits matériels pédagogiques	326 968	4,81	259 701	4,10	67 267	25,90
Fournitures et petits matériels éducatifs	584	0,01	389	0,01	195	50,17
Livres et fournitures	19 580	0,29	28 770	0,45	-9 189	-31,94
Consommations	2 165 604	31,83	1 706 801	26,91	458 803	26,88
Sous-traitance ufa	1 243 496	18,28			1 243 496	
Sous-Traitance	1 243 496	18,28			1 243 496	
Locations immobilières	300 723	4,42	386 995	6,10	-86 272	-22,29
Locations mobilières	150 260	2,21	166 108	2,62	-15 848	-9,54
Entretien et réparations immobilier	86 499	1,27	84 784	1,34	1 715	2,02

	du 01/09/20 au 31/08/21 12 mois	%	du 01/09/19 au 31/08/20 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Entretien et réparations mobilier	215 163	3,16	211 512	3,34	3 651	1,73
Primes d'assurances	50 497	0,74	48 057	0,76	2 440	5,08
Documentations et divers	2 645	0,04	3 142	0,05	-498	-15,84
Services extérieurs	805 786	11,84	900 598	14,20	-94 812	-10,53
Pers.intérimaire & intervenants extérieurs	16 398	0,24	392 937	6,20	-376 539	-95,83
Rémunér.d'intermédiaires et honoraires	124 050	1,82	76 419	1,20	47 631	62,33
Informations et publications	68 435	1,01	41 819	0,66	26 616	63,65
Transport des biens, élèves et personnel	36 187	0,53	91 110	1,44	-54 924	-60,28
Déplacements et missions	19 153	0,28	43 946	0,69	-24 793	-56,42
Frais postaux et de télécommunications	50 788	0,75	53 967	0,85	-3 179	-5,89
Services bancaires	5 571	0,08	5 924	0,09	-353	-5,95
Cotisations et divers	288 644	4,24	295 846	4,66	-7 202	-2,43
Autres services extérieurs	609 226	8,95	1 001 968	15,80	-392 742	-39,20
Impôts et taxes	219 071	3,22	207 309	3,27	11 762	5,67
Impôts et taxes	219 071	3,22	207 309	3,27	11 762	5,67
Salaires et Traitements	2 363 512	34,74	2 318 297	36,56	45 214	1,95
Charges sociales	888 996	13,07	897 905	14,16	-8 909	-0,99
Coût du personnel	3 252 508	47,81	3 216 202	50,71	36 305	1,13
Amortissements et provisions	1 197 292	17,60	1 235 993	19,49	-38 702	-3,13
Amortissements et provisions	1 197 292	17,60	1 235 993	19,49	-38 702	-3,13
Autres charges	121 430	1,78	224 184	3,53	-102 753	-45,83
Autres charges	121 430	1,78	224 184	3,53	-102 753	-45,83
Charges d'exploitation	9 614 413	141,32	8 493 055	133,92	1 121 358	13,20
RESULTAT D'EXPLOITATION	-82 425	-1,21	14 797	0,23	-97 222	-657,04
Produits financiers	2 575	0,04	598	0,01	1 977	330,36
Produits financiers	2 575	0,04	598	0,01	1 977	330,36
Charges financières	111 850	1,64	116 546	1,84	-4 696	-4,03
Charges financières	111 850	1,64	116 546	1,84	-4 696	-4,03
Résultat financier	-109 275	-1,61	-115 948	-1,83	6 673	-5,76
RESULTAT COURANT	-191 700	-2,82	-101 151	-1,59	-90 549	89,52
Produits exceptionnels	677 610	9,96	870 593	13,73	-192 983	-22,17
Produits exceptionnels	677 610	9,96	870 593	13,73	-192 983	-22,17
Charges exceptionnelles	186 600	2,74	613 568	9,67	-426 968	-69,59
Charges exceptionnelles	186 600	2,74	613 568	9,67	-426 968	-69,59
Résultat exceptionnel	491 010	7,22	257 025	4,05	233 985	91,04
Impôts sur les bénéfices			737	0,01	-737	-100,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	299 310	4,40	155 137	2,45	144 173	92,93

ANNEXE

Désignation de l'association : OGEC SAINT AUBIN LA SALLE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2021, dont le total est de 14 639 943 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 299 310 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2020 au 31/08/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/11/2021 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités réalisées et des moyens mis en oeuvre

OBJET SOCIAL :

L'O.G.E.C. Saint Aubin La Salle a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, des textes fondamentaux de l'enseignement catholique et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion des établissements d'enseignement :

- de l'ensemble St Aubin La Salle, comprenant l'école maternelle et primaire, deux collèges, d'un lycée général et technologique, d'un lycée professionnel et l'enseignement supérieur,
- du Centre de Formation Professionnelle (CFP),
- du Centre de Formation des Apprentis de l'Enseignement Catholique du Maine et Loire (CFA EC49).

L'O.G.E.C. Saint Aubin La Salle peut réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES :

ACTIVITES PEDAGOGIQUES :

- Enseignement Primaire : école maternelle et élémentaire,
- Enseignement Secondaire : collège, lycée général, technologique et professionnel,
- Enseignement Supérieur : CPGE, BTS,
- Organisme de formation : Centre de Formation par Apprentissage et Centre de Formation Professionnelle.

ACTIVITES ANNEXES :

- Restauration scolaire,
- Hébergement,
- Etudes,
- Garderie,
- Mise à disposition de locaux.

MOYEN MIS EN OEUVRE :

PERSONNEL

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 220 enseignants
- Personnel salarié de l'OGEC SAINT AUBIN LA SALLE : 75 équivalents temps plein

LOCAUX

- Surface utilisée : 15 ha, dont environ 3ha de surface bâtie.
- Locaux mis à disposition par baux de location et bail à construction
- Propriétaire des locaux : ASSOCIATION LA BARONNERIE - JEANNE D'ARC

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels décrits représentent les comptes combinés de l' Association Saint Aubin La Salle, c'est à dire les comptes :

- de l'ensemble St Aubin La Salle, comprenant l'école maternelle et primaire, deux collèges, d'un lycée général et technologique, d'un lycée professionnel et l'enseignement supérieur,
- du Centre de Formation Professionnelle (CFP),
- du Centre de Formation des Apprentis de l'Enseignement Catholique du Maine et Loire (CFA EC49).

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,68 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : faible pour catégorie Education Nationale et CFA-CFP - Fort pour catégorie SEP cadre et non cadre
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2019
- Taux de charges sociales :
35,34 % pour la catégorie non cadre SEP,
56,61 % pour la catégorie Education Nationale,
54,89 % pour la catégorie CFA-CFP,
47,38 % pour la catégorie cadre SEP.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations correspondent aux éléments identifiables du patrimoine, contrôlés par l'entité et procurant des avantages économiques futurs.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue,
- des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition.

Les frais accessoires qui ne peuvent être affectés au prix d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Le règlement CRC N°2004-06 du 23 novembre 2004 impose de comptabiliser les immobilisations par composants lorsque ces derniers sont identifiés dès l'origine ou lors du remplacement. Cette méthode implique un plan d'amortissement pour chacun des composants.

Néanmoins, seuls les composants significatifs et qui conservent ce caractère au moment du renouvellement doivent être identifiés.

Depuis le 1^{er} septembre 2005, la méthode des amortissements par composants est appliquée. Il a été retenu la méthode de réallocation des valeurs comptables dite méthode « prospective ». Cette méthode consiste à amortir la valeur nette comptable au 1^{er} septembre 2005 sur la valeur résiduelle d'utilisation propre à chaque composant.

Les immobilisations décomposables à l'origine sont amorties sur la durée réelle d'utilisation propre à chaque composant. Lorsque la durée réelle d'utilisation des composants était différente de la durée retenue initialement pour l'ensemble de l'immobilisation, l'amortissement comptable a été calculé sur la valeur résiduelle de chaque composant en fonction de la durée réelle restante à amortir.

Seules les constructions ont fait l'objet d'une décomposition. Elles ont été éclatées en 4 composants :

- 60% pour le gros œuvre et les frais d'architectes,
- 10 % pour la façade, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures,
- 20 % pour les installations générales et techniques,
- 10 % pour les aménagements.

Les immobilisations non décomposables à l'origine sont amorties sur la durée réelle d'utilisation.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée.

	Durée d'amortissement comptable
Logiciels	De 1 à 10 ans
Constructions – Gros Œuvre et frais d'architecte	50 ans
Constructions – Façade, étanchéité, couverture, menuiseries extérieures	20 ans / 50 ans
Constructions – Installations Générales et Techniques	15 ans / 20 ans
Constructions – Aménagements	5 ans / 20 ans
Matériels et Mobiliers d'enseignements et autres matériels	3 à 15 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier de bureau	5 et 10 ans

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont les subventions dont bénéficie l'association, en vue d'acquérir, de créer ou de renouveler des valeurs immobilisées.

Les subventions « Taxe d'apprentissage » sont inscrites en compte de subventions amortissables et sont reprises au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens financés.

Les autres subventions accordées à l'association par la région et le conseil général sont conditionnées par l'engagement de l'établissement à maintenir, en ces lieux, ses activités au service de l'enseignement pendant 4 à 30 ans (en fonction des types de travaux ou équipements financés). Un changement d'affectation à l'intérieur du délai précité est susceptible d'entraîner la mise en œuvre d'une procédure de remboursement des aides accordées.

En cas de dénonciation de la convention ou de cessation de l'activité d'éducation, tout ou partie de la subvention versée devra être remboursée au prorata de la durée d'affectation restant à courir.

Les subventions utilisées :

- avant le 1^{er} septembre 2005 pour celles obtenues par l'Association Institution Technique La Baronnerie,
 - avant le 1^{er} septembre 2012 pour celles obtenues par l'Association Institution Jeanne d'Arc,
- sont inscrites en subventions amortissables et reprises au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens financés.

Les subventions utilisées :

- depuis le 1^{er} septembre 2005 pour celles obtenues par l'Association Institution Technique La Baronnerie,
 - depuis le 1^{er} septembre 2012 pour celles obtenues par l'Association Institution Jeanne d'Arc,
- étaient inscrites en fonds associatifs avec droit de reprise jusqu'au 31 août 2020.

Conformément au règlement n°2018-06 de l'ANC, les subventions initialement inscrites en fonds associatifs ont été retraitées en subventions amortissables au 31 août 2021.

Le retraitement a été effectué :

- Sur toutes les conventions de septembre 2015 à août 2020,
Au même rythme que les amortissements des biens financés.
- Sur les conventions antérieures à septembre 2015 lorsque l'objet du financement concernait les constructions,
Au rythme des durées d'amortissement suivantes :
 - o 50 ans pour le gros œuvre,
 - o 20 ans pour les façades et menuiseries,
 - o 15 ans pour les installations générales et techniques,
 - o 10 ans pour les agencements,
 - o 25 ans pour les investissements immobiliers globaux.

Ces retraitements ont eu pour conséquences comptables l'inscription en report à nouveau :

- De l'annulation des subventions totalement amorties pour 1 698 526 €,
- Du cumul des subventions inscrites au résultat pour 2 524 060 €.

Pour l'exercice clos au 31 août 2021, les quotes-parts de subventions inscrites au compte de résultat suite à l'application du nouveau règlement s'élèvent à 457 396 €.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse figurent à la valeur nominale.

Nouvelle réglementation comptable

Les comptes annuels au 31 août 2021 sont présentés selon la réglementation de l'ANC 2018-06 ; il s'agit de la première année d'application.

Crise Sanitaire

Contrairement à l'exercice précédent, l'établissement a accueilli ses élèves durant toute l'année scolaire.

Cependant, des classes ont pu être temporairement fermées et les familles ont été indemnisées.

Cette situation a eu des conséquences dans les comptes annuels :

- Sur l'activité restauration et hébergement,
- Sur les activités culturelles, sorties et voyages.

D'autre part, des mesures financières avaient été prises sur l'exercice précédent, qui impactent les comptes arrêtés au 31 août 2021 :

- Suspension des emprunts pour une période de 6 mois (d'avril à septembre 2020),
- Abandon des loyers par l'Association « La Baronnerie Jeanne-d'Arc » pour une période de 6 mois (d'avril à septembre 2020).

Bail à construction

L'association La Baronnerie-Jeanne d'Arc a signé le 21 juin 2013 un bail à construction au profit de l'Ogec Saint Aubin la Salle. Ce bail a été conclu pour la période du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2042.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	295 576	15 896	62 043	249 429
Immobilisations incorporelles	295 576	15 896	62 043	249 429
- Terrains	2 103 981	16 373		2 120 354
- Constructions sur sol d'autrui	14 734 010	302 020		15 036 030
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 036 096			1 036 096
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 740 028	344 165	35 000	12 049 193
- Installations générales, agencements aménagements divers	17 227			17 227
- Matériel de transport	44 205			44 205
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	897 313	35 934	116 667	816 580
- Immobilisations corporelles en cours	62 960	205 695	207 772	60 882
Immobilisations corporelles	30 635 819	904 187	359 439	31 180 567
- Participations évaluées par mise en				
- Prêts et autres immobilisations financières	25 088			25 088
Immobilisations financières	25 088			25 088
ACTIF IMMOBILISE	30 956 483	920 083	421 482	31 455 083

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste		207 772		207 772
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	15 896	696 415		712 311
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	15 896	904 187		920 083
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		207 772		207 772
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service	62 043	151 667		213 710
Diminutions de l'exercice	62 043	359 439		421 482

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	252 902	24 900	62 043	215 759
Immobilisations incorporelles	252 902	24 900	62 043	215 759
- Terrains	452 508	75 025		527 533
- Constructions sur sol d'autrui	6 244 129	732 757		6 976 885
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	886 493	27 613		914 106
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 713 294	303 380	8 323	11 008 351
- Installations générales, agencements aménagement divers	6 754	1 723		8 477
- Matériel de transport	40 715	366		41 082
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	813 283	24 215	115 018	722 480
Immobilisations corporelles	19 157 177	1 165 079	123 342	20 198 914
ACTIF IMMOBILISE	19 410 078	1 189 979	185 385	20 414 672

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 380 465 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	25 088		25 088
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	867 060	867 060	
Autres	335 198	335 198	
Charges constatées d'avance	153 120	153 120	
Total	1 380 465	1 355 377	25 088
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Cfa factures opco a etablr	36 762
Fournisseurs acomptes versés	61 658
Produits à recevoir	18 152
Total	116 572

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	33 952	4 491	8 086	30 356
Total	33 952	4 491	8 086	30 356
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		4 491	8 086	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Ala clôture
Fonds propres sans droit de reprise	4 944 879			3 768 300	1 176 579
Fonds propres avec droit de reprise	4 934 991			4 934 991	
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	-4 164 572	155 137	4 222 587		213 153
Excédent ou déficit de l'exercice	155 137	-155 137	299 310		299 310
Situation nette	5 870 435		4 521 897	8 703 291	1 689 042
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	630 051		4 865 857	655 363	4 840 545
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	6 500 487		9 387 754	9 358 654	6 529 587

Les différentes variations des fonds propres s'analysent ainsi :

La diminution des fonds propres avec ou sans droit de reprise pour 8 703 291 € correspond à :

1 698 526 € pour l'annulation des subventions qui auraient été totalement amorties en appliquant la nouvelle réglementation au 31/08/2020,
7 004 764 € de subventions reclassées en subventions d'investissements amortissables.

L'augmentation des subventions d'investissement pour 4 865 857 € correspond à :

+ 7 004 764 € de subventions reclassées provenant des fonds propres au 31/08/2020,
- 2 524 060 € des quotes-parts de subventions inscrites au résultat reconstituées au 31/08/2020 sur les subventions reclassées ci dessus,
+ 385 153 € de nouvelles subventions sur l'exercice

La diminution des subventions d'investissement pour 655 363 € correspond à la quote-part de subventions viré de l'exercice.

L'augmentation du report à nouveau correspond à :

1 698 526 € pour l'annulation des subventions (qui auraient été totalement amorties en appliquant la nouvelle réglementation),
2 524 060 € des quotes-parts de subventions inscrites au résultat reconstituées au 31/08/2020 sur les subventions reclassées provenant des fonds propres au 31/08/2020.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	273 380	2 822	4 867	11 971	259 364
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		50 000			50 000
Total	273 380	52 822	4 867	11 971	309 364
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 822	4 867	11 971	
Financières					
Exceptionnelles		50 000			

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 800 992 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	5 931 083	505 958	2 357 869	3 067 256
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	335 914	335 914		
Dettes fiscales et sociales	263 976	263 976		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82 986	82 986		
Autres dettes (**)	746 960	746 960		
Produits constatés d'avance	440 073	440 073		
Total	7 800 992	2 375 866	2 357 869	3 067 256
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	224 376			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	399 433			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - factures non parven.	151 393
Provisions congés à payer	34 454
Charges sociales s/congés à payer	15 302
Etat - autres charges à payer	10 071
Cfa avoirs opco a établir	48 663
Divers - charges à payer	6 225
Reversement aux ufa sur opco cfa	543 933
Total	810 041

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	153 120		
Total	153 120		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits perçus d'avance	296 245		
Ta à affecter 2021	143 828		
Total	440 073		

Charges et produits d'exploitation et financiers**Participations des collectivités : forfaits d'externat**

	Montant au 31/08/2021	Montant au 31/08/2020
Participation de l'Etat : forfaits d'externat collège et lycée	1 246 044	1 241 122
Participation de la Région : forfaits d'externat lycée	880 383	887 112
Participation du Département : forfaits d'externat collège	626 631	603 017
Participations de la Commune : forfaits des écoles primaires et maternelles	-	-
Participations de l'Etat et des Collectivités	2 753 058	2 731 251

Subventions de fonctionnement

	Montant au 31/08/2021	Montant au 31/08/2020
Subventions de fonctionnement versées par l'Etat	4 368	10 305
Subventions de fonctionnement versées par la Région	73 903	228 747
Subventions de fonctionnement versées par le Département	12 633	12 434
Subventions de fonctionnement versées par la Commune	-	-
Subventions de fonctionnement versées par la "Taxe d'Apprentissage"	59 862	894 249
Subventions de fonctionnement diverses	300	-
Subventions de fonctionnement	151 066	1 145 735

Subventions des activités pédagogiques

	Montant au 31/08/2021	Montant au 31/08/2020
Subventions pour les activités pédagogiques versées par l'Etat	1 500	1 500
Subventions pour les activités pédagogiques versées par la Région	13 019	13 483
Subventions pour les activités pédagogiques par le Département	6 531	6 643
Subventions diverses pour les activités pédagogiques	-	500
Subventions des activités pédagogiques	21 050	22 126

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 16 529 euros

Résultat financier

	31/08/2021	31/08/2020
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 575	598
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	2 575	598
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	111 850	116 546
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	111 850	116 546
Résultat financier	-109 275	-115 948

Charges et Produits exceptionnels**Résultat exceptionnel**

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	235	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	28 325	
Provisions pour risques et charges	50 000	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		18 633
Subventions d'investissement virées au résultat		655 365
Charges et Produits sur exercice antérieurs	108 040	3 612
TOTAL	186 600	677 610

Effectif

Effectif moyen du personnel : 75 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	33	24	57	22
Employés	7	29	36	31
Ouvriers	4	6	10	9
Etam	5	10	15	13
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	49	69	118	75

Informations sur les dirigeants**Rémunérations allouées aux dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000 euros, doivent publier chaque année dans les comptes financiers, les rémunérations et avantages en nature perçus sur l'exercice par les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association.

Cette disposition est applicable à l'association. Les rémunérations versées s'élèvent à 247 281 euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	259 364
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Intérêts non échus sur emprunts en cours	665 323
Autres engagements donnés	665 323
Total	924 687

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Cautions de l'Association d'Education Populaire Freppel - Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique de Maine et Loire :	
- sur emprunt restant dû	5 331 372
- sur emprunt restant à débloquent	1 457 451
Cautions de l'Association La Baronnerie-Jeanne d'Arc	575 692
Avals et cautions	7 364 515
Subventions accordées et non utilisées au 31 août 2021	65 113
Emprunt accordé le 9 juin 2021 pour 1 500 000 € dont reste à débloquent	1 457 451
Autres engagements reçus	1 522 564
Legs nets à réaliser	
Total	8 887 079

Engagements de retraite

En application des hypothèses retenues et détaillées dans les règles et méthodes comptables, le montant des engagements pris en matière d'indemnités de départ à la retraite, charges sociales incluses, s'élève à 259 364 euros

Ce montant a fait l'objet d'une provision, impactant les comptes de 14 016 € en produits.

Contributions volontaires

Aucune contribution en nature n'a été identifiée.

